

N° 2.2. / 2024-045

République Française
Commune de Richebourg

dossier n° DP 078 520 24 M0026

date de dépôt : 12 septembre 2024

demandeur : [REDACTED]

domicilié : 10 Bis rue de la Juiverie

Pour des travaux sis : à la même adresse

pour : installation d'un abri de jardin de 17,6m²

cadastré : J-181 / J-185 / J-186 / J-200 / J-202

Superficie totale de la parcelle : 1765 m²

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de Richebourg

Le maire de Richebourg,

Vu la déclaration préalable présentée le 12 septembre 2024, par Mr et l [REDACTED]
domicilié : 10 Bis rue de la Juiverie à Richebourg, **pour un terrain situé à la même adresse ;**

Vu l'objet de la déclaration : **installation d'un abri de jardin de 17,60m² ;**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 juin 2017 ;

Vu l'arrêté municipal 2.2./2021-068 en date du 12 octobre 2021 portant mise à jour du PLU
(arrêté préfectoral n°78-2021-06-15-00004 portant approbation du classement sonore des voies
ferroviaires gérées par la RATP et SNCF Réseau dans le département des Yvelines) ;

Vu l'avis de dépôt de la demande déposée en mairie le 12 septembre 2024 et affiché le 12
septembre 2024 ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Article 2

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents, sont chargés,
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au

pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou remis en main propre.

Fait à Richebourg, le 23 septembre 2024

Le maire-adjoint



Julien GRENOT



Arrêté transmis en Préfecture, le 23/09/2024 et affiché en Mairie le 23/09/2024

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification, par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le Tribunal Administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

CONSTAT DES INFRACTIONS ET SANCTIONS Le fait d'exécuter des travaux mentionnés aux articles L. 421-1 à L. 421-5 en méconnaissance des obligations imposées par les titres Ier à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable est puni d'une amende comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6 000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L. 430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300 000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé. Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux. Ces peines sont également applicables : 1. En cas d'inexécution, dans les délais prescrits, de tous travaux d'aménagement ou de démolition imposés par les autorisations visées au premier alinéa ; 2. En cas d'inobservation, par les bénéficiaires d'autorisations accordées pour une durée limitée ou à titre précaire, des délais impartis pour le rétablissement des lieux dans leur état antérieur ou la réaffectation du sol à son ancien usage ; 3. En cas d'inexécution, dans les délais prescrits par la mise en demeure prévue à l'article L. 121-22-5, des travaux de démolition et de remise en état rendus nécessaires par le recul du trait de côte.